

Évolutions monétaires à Mayotte au 30 juin 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la zone euro, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

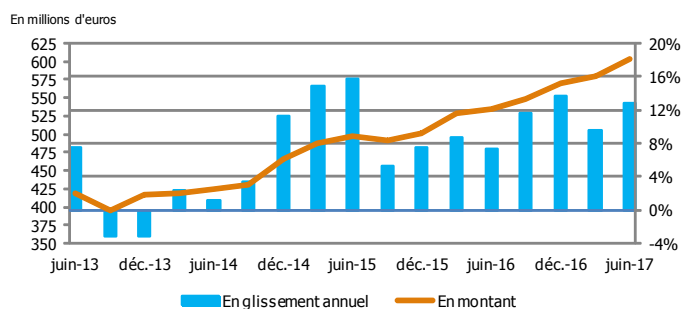
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI CONFIRME SON DYNAMISME AU PREMIER SEMESTRE 2017

Dans un environnement marqué par une activité en baisse mais une volonté d'investir toujours présente, l'activité bancaire continue d'être bien orientée au premier semestre 2017. Par ailleurs, quoique structurellement déficitaire sur la place de Mayotte, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'améliore à 88,9 % au 30 juin 2017 (+1,0 point sur un an).

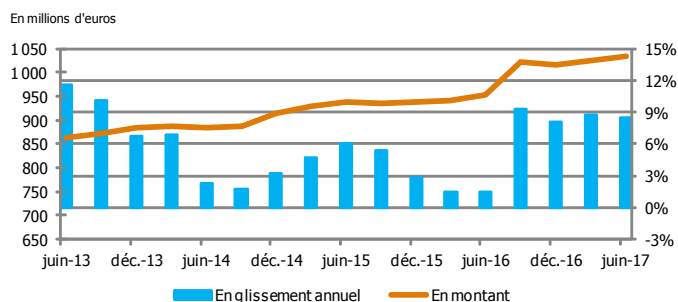
Portée par la bonne orientation des crédits accordés aux ménages et la reprise des financements accordés aux entreprises, **l'encours sain de crédits** alloués à l'économie, voit son rythme de croissance s'accroître (+10,8 % sur le semestre contre +0,6 % à fin 2016) pour atteindre 996,9 millions d'euros au 30 juin 2017.

La collecte d'épargne poursuit son essor et se renforce de 5,8 % sur le semestre pour atteindre 602,8 millions d'euros. La préférence pour une épargne liquide et rapidement disponible se confirme par la hausse de 6,2 % des dépôts à vue (+33,1 % sur un an), l'encours des placements liquides ou à court terme augmentant également de 4,9 % sur six mois, mais reste en retrait de 14,7 % sur un an. Enfin, l'épargne à long terme continue elle aussi de progresser (+6,0 % contre +2,9 % six mois plus tôt), à un rythme toutefois moins soutenu que celui des dépôts à vue.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



DES FINANCEMENTS BIEN ORIENTÉS, PORTÉS PAR LES MÉNAGES

Légère reprise des crédits aux entreprises

Après une fin d'année 2016 morose, le financement des entreprises repart légèrement à la hausse. **L'encours sain des crédits octroyés aux entreprises** mahoraises progresse ainsi de 1,0 % au premier semestre 2017 et de 4,4 % sur un an pour s'établir à 360,0 millions d'euros au 30 juin 2017.

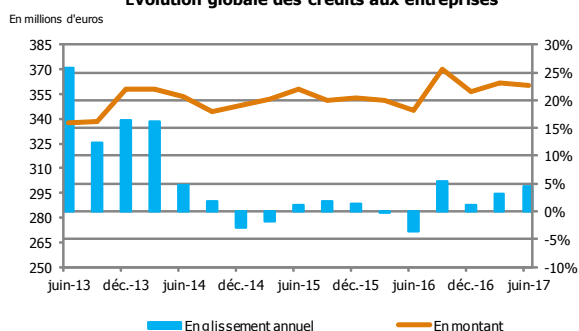
Stables sur le semestre, les **crédits d'investissement** n'en restent pas moins fragiles et enregistrent une baisse de 5,1 % entre juin 2016 et juin 2017. Ils totalisent un encours de 242,4 millions d'euros, soit 67,3 % des crédits accordés aux entreprises.

En revanche, la bonne orientation des **crédits d'exploitation** se confirme au premier semestre 2017. En effet, totalisant un encours de 34,9 millions d'euros, en hausse de 8,0 % sur le semestre et de 46,1 % sur un an (+11,0 millions d'euros), ces derniers contribuent au financement des entreprises et sont essentiellement composés de crédits de trésorerie (22,8 millions d'euros). Sur la période, les comptes ordinaires débiteurs s'inscrivent également à la hausse (+29,3 % pour un volume de 7,9 millions d'euros).

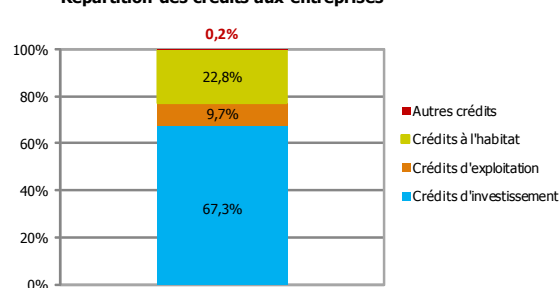
Au premier semestre 2017, les **crédits immobiliers consentis aux entreprises** continuent de progresser, mais dans une moindre mesure puisqu'ils ne s'accroissent que de 1,7 % contre 25,4 % entre juin et décembre 2016. Sur un an toutefois, ils enregistrent une croissance significative de 27,5 % et passent de 64,4 à 82,2 millions d'euros.

Enfin, les **autres types de crédits** se contractent de moitié sur la période mais pour un faible volume d'encours (0,6 million d'euros).

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

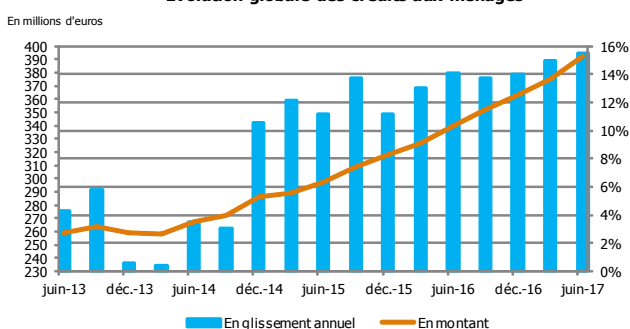


Nouvelle hausse des crédits accordés aux ménages

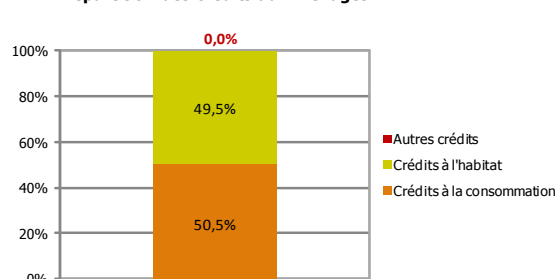
Confirmant son rôle de moteur de la croissance mahoraise, le crédit aux ménages maintient son dynamisme et enregistre une hausse de 7,9 % entre décembre 2016 et juin 2017. Sur un an, cette évolution s'élève à 15,5 %, soit un encours qui se renforce de 52,5 millions d'euros pour atteindre 391,7 millions d'euros au 30 juin 2017. Il s'agit par ailleurs de la septième année de hausse consécutive de l'encours de crédits accordés aux ménages mahorais.

Représentant 49,5 % de l'encours sain des ménages, le **crédit à l'habitat** se renforce de 5,2 % sur le trimestre et de 11,0 % sur un an pour un encours de 193,8 millions d'euros. Depuis son dernier repli en juin 2014 (-5,7 %), l'encours de crédit à l'habitat des ménages connaît un rythme de croissance annuel moyen de 6,0 % sur les cinq dernières années.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Au 30 juin 2017, les **crédits à la consommation** des ménages mahorais enregistrent un nouveau record puisqu'ils progressent de 10,8 % sur le trimestre (+20,2 % sur un an) totalisant un encours de 197,8 millions d'euros. Ils enregistrent ainsi leur cinquième année de hausse consécutive depuis leur dernière contraction à la fin de l'année 2012 (-2,3 %). Cet encours est composé à 95,8 % de crédits de trésorerie et à 4,2 % de comptes débiteurs. Ces derniers progressent par ailleurs de 26,3 % sur un an et s'élèvent à 8,3 millions d'euros.

Repli des crédits accordés aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** diminue de 3,2 % au premier semestre 2017 s'établissant à 143,7 millions d'euros. Ils sont constitués à 97,4 % de crédits d'investissement. Ces derniers font l'objet d'une baisse continue sur les cinq dernières années.

Enfin, après avoir atteint un bas niveau fin 2016 (31,7 millions d'euros), les crédits accordés aux autres agents progressent fortement sur le semestre (+220,0 %, soit +69,8 millions d'euros) et s'établissent à 101,5 millions d'euros au 30 juin 2017. Sur un an, ces derniers augmentent de 65,1 %. Des reclassements comptables entre les mois de septembre 2016 et mars 2017 expliquent pour partie ces évolutions.

Forte baisse de la sinistralité

L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) recule de 12,5 millions d'euros sur un an et s'élève à 29,3 millions au 30 juin 2017. Le taux de créances douteuses s'établit ainsi à 3,7 % contre 5,5 % un an auparavant.

Même si elles demeurent relativement stables sur le trimestre (+0,7 %), les provisions reculent fortement sur un an passant de 18,6 à 12,3 millions d'euros (-34,0 %), en ligne avec l'évolution des créances douteuses brutes. Le taux de provisionnement des ECIL s'établit toutefois à 42,1 % contre 31,6 % en décembre 2016 et 44,6 % en juin 2016.

LA HAUSSE DE LA COLLECTE GLOBALE SE POURSUIT

Soutenu par la bonne orientation de la collecte des ménages, mais surtout par celle des entreprises, l'encours des **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** croît de 5,8 % sur le semestre et de 12,8 % sur un an. Il s'établit à 602,8 millions d'euros au 30 juin 2017 et enregistre sa cinquième année de hausse consécutive.

Avec 353,9 millions d'euros collectés, les **dépôts à vue** constituent l'élément moteur de cette hausse qui se concentre essentiellement entre les mois de mars et juin (+17,0 %). Sur un an, ils croissent de 88,0 millions d'euros (+33,1 %) et sont détenus à plus de 57,0 % par les entreprises.

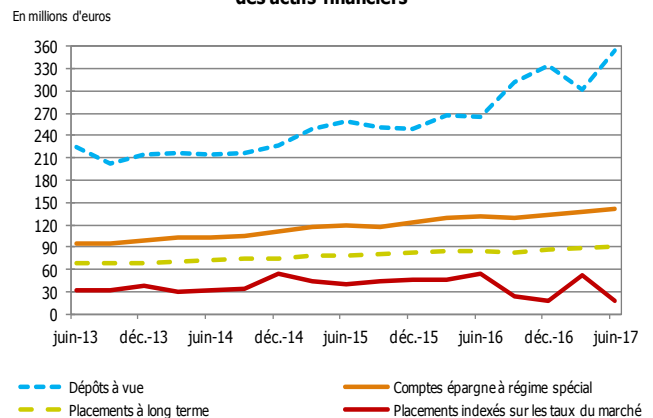
En hausse sur le semestre (+4,9 %), les **placements liquides ou à court terme** enregistrent des évolutions divergentes sur la période, à savoir : une forte collecte entre les mois de décembre 2016 et mars 2017 (+25,4 %), qui est neutralisée par une importante décollecte entre les mois de mars et juin (-16,3 %). Ces derniers s'élèvent au final à 157,7 millions d'euros au 30 juin 2017, en baisse de 14,7 % sur un an.

Enfin, **l'épargne à long terme**, qui comptabilise 91,2 millions d'euros d'encours, maintient sa tendance haussière sur les six derniers mois (+6,0 %), mais également sur un an (+9,9 %).

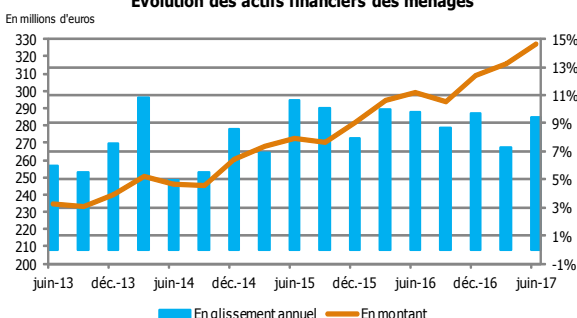
Une épargne des ménages qui reste dynamique sur la période

Au premier semestre 2017, **l'épargne des ménages** se renforce de 18,3 millions d'euros, soit une hausse de 5,9 %. Cette progression se répartit de manière relativement homogène entre les dépôts à vue, qui progressent de 6,9 % pour un encours total de 103,9 millions d'euros, et les placements liquides ou à court terme qui croissent de 5,3 % à 139,5 millions d'euros à fin juin. Cette dernière catégorie d'actifs est composée notamment des livrets ordinaires (62,0 %) et des Livrets A (27,4 %) qui augmentent respectivement de 3,7 % et 9,3 %. Enfin, les placements indexés sur les taux de marché progressent faiblement sur la période (+1,6 %) et totalisent un encours de 5,1 millions d'euros composé à 92,3 % par les comptes à terme.

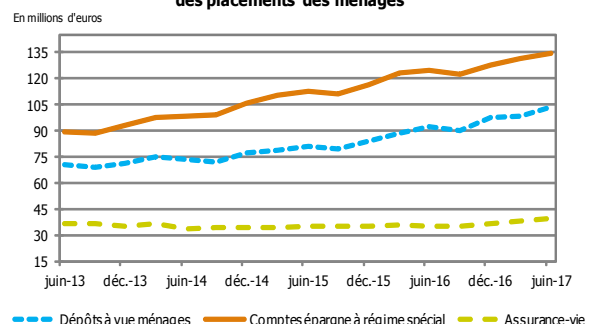
Évolution des principales composantes des actifs financiers



Évolution des actifs financiers des ménages



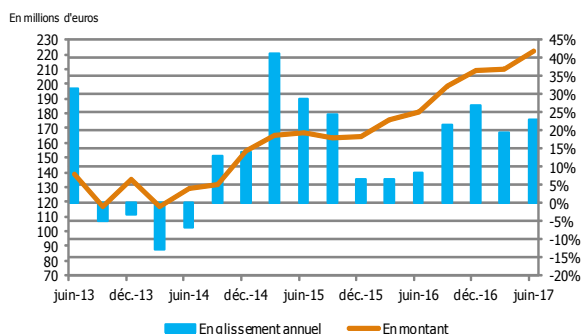
Évolution des principales composantes des placements des ménages



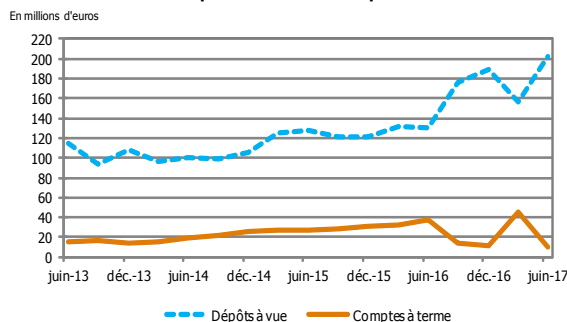
Les placements des entreprises constitués essentiellement de dépôts à vue

Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** s'élèvent à 221,9 millions d'euros et enregistrent une hausse de 6,1 % sur six mois et 22,8 % sur un an. Avec une collecte qui s'élève à 202,6 millions d'euros, les dépôts à vue continuent d'être majoritaires dans le portefeuille d'actifs des entreprises (91,3 %) et sont en hausse de 6,9 % sur le semestre (+13,0 millions d'euros) et de 56,0 % sur un an (+72,8 millions d'euros). Les **placements liquides ou à court terme** continuent quant à eux de céder du terrain passant de 12,6 à 11,7 millions d'euros d'encours entre décembre 2016 et juin 2017, soit une contraction de 7,3 % sur la période et de 73,3 % entre juin 2016 et juin 2017. Cette évolution s'explique par la forte décollecte des comptes à terme qui représentent près de 90,0 % de ces placements. Enfin, **l'épargne à long terme** des entreprises mahoraises se renforce de 10,4 % sur le semestre pour un encours de 7,6 millions d'euros à fin juin.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Baisse des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** augmentent de 4,0 %, soit 2,1 millions d'euros, et s'établissent à 53,9 millions d'euros au 30 juin 2017. Les dépôts à vue croissent de 2,0 % pour un total de 47,3 millions d'euros tandis que les placements liquides ou à court terme progressent de 23,7 % pour une collecte totale de 6,5 millions d'euros.

MÉTHODOLOGIE

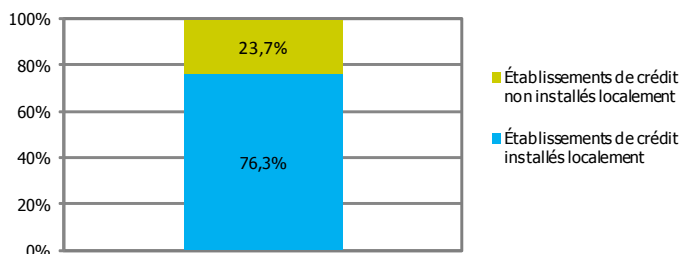
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

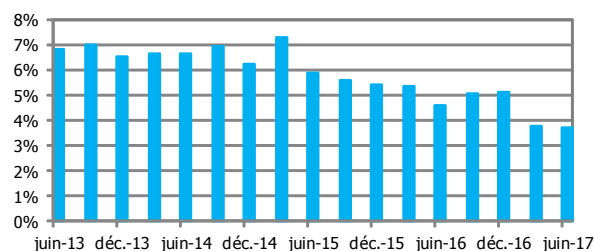
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	35,3	27,0	20,5	23,9	33,4	32,3	29,2	34,9	8,0%	46,1%
<i>Créances commerciales</i>	3,1	1,5	1,5	2,1	2,8	2,5	2,3	3,7	48,6%	79,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	25,3	16,3	13,4	15,8	22,2	23,4	22,3	22,8	-2,3%	44,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,3	4,5	4,3	3,2	3,8	4,2	3,8	4,0	-5,3%	25,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,9	9,1	5,5	6,0	8,1	6,1	4,3	7,9	29,3%	32,2%
<i>Affacturation</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,4	0,5	45,4%	2375,7%
Crédits d'investissement	245,4	263,2	280,8	255,3	256,9	242,1	250,5	242,4	0,1%	-5,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	244,0	262,0	278,6	252,9	254,2	239,1	246,4	238,2	-0,4%	-5,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5,7	7,8	5,2	5,1	5,1	6,0	5,8	6,1	1,6%	19,2%
<i>Crédit-bail</i>	1,4	1,2	2,2	2,4	2,7	3,0	4,1	4,2	42,6%	72,8%
Crédits à l'habitat	54,5	60,4	54,7	64,4	78,9	80,8	81,9	82,2	1,7%	27,5%
Autres crédits	2,0	2,6	1,6	1,2	0,5	1,2	0,5	0,6	-52,8%	-53,7%
Encours sain	337,3	353,3	357,6	344,8	369,8	356,4	362,1	360,0	1,0%	4,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	113,9	131,1	139,1	164,5	171,8	178,5	187,5	197,8	10,8%	20,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	109,5	125,9	132,9	157,9	164,9	171,0	180,1	189,5	10,8%	20,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,9	4,9	6,2	6,6	6,9	7,5	7,4	8,3	9,9%	26,3%
<i>Crédit-bail</i>	0,6	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits à l'habitat	144,6	136,4	158,2	174,7	179,7	184,3	187,9	193,8	5,2%	11,0%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	-	-
Encours sain	258,6	267,5	297,4	339,2	351,5	363,0	375,4	391,7	7,9%	15,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	12,8	3,5	3,6	3,7	3,7	3,8	3,7	3,7	2,7%	-0,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,8	3,5	3,6	3,7	3,7	3,8	3,7	3,7	0,0%	-0,6%
Crédits d'investissement	163,3	151,4	151,9	144,7	143,0	144,8	148,1	140,0	0,0%	-3,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	163,3	151,4	151,9	144,7	143,0	144,8	148,1	140,0	0,0%	-3,3%
Autres crédits	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours sain	176,2	155,0	155,6	148,5	146,7	148,6	151,8	143,7	-3,2%	-3,2%
Autres agents										
Encours sain	41,6	57,7	66,2	61,5	36,2	31,7	99,8	101,5	220,0%	65,1%
TOTAL										
Encours sain	813,6	833,4	876,8	894,0	904,2	899,6	989,2	996,9	10,8%	11,5%
<i>dont ECNIL</i>	189,4	196,4	190,0	180,2	171,7	167,1	242,0	236,5	41,5%	31,2%
Créances douteuses brutes	50,1	50,7	61,0	57,5	116,2	114,9	36,2	35,7	-69,0%	-38,0%
<i>dont ECIL</i>	44,9	45,1	42,9	41,8	39,1	38,7	29,3	29,3	-24,4%	-30,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	30,6	28,3	39,1	37,3	96,0	101,2	22,7	21,9	-78,4%	-41,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	21,8	18,8	29,1	28,0	14,4	15,4	14,0	12,6	-18,1%	-55,1%
<i>(dt) Ménages</i>	8,1	9,4	9,8	9,3	11,2	16,1	8,7	9,3	-42,5%	-0,3%
<i>Provisions</i>	19,5	22,4	21,9	20,2	20,2	13,7	13,5	13,8	0,6%	-31,6%
<i>dont ECIL</i>	17,3	20,3	19,9	18,6	18,7	12,2	12,0	12,3	0,7%	-34,0%
Encours brut total	863,7	884,1	937,8	951,5	1 020,5	1 014,5	1 025,3	1 032,6	1,8%	8,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	5,8%	5,7%	6,5%	6,0%	11,4%	11,3%	3,5%	3,5%	-7,8 pt	-2,5 pt
<i>dont ECIL</i>	6,7%	6,6%	5,9%	5,5%	5,1%	5,0%	3,8%	3,7%	-1,3 pt	-1,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	38,9%	44,2%	35,9%	35,1%	17,4%	11,9%	37,3%	38,7%	+26,8 pt	+3,6 pt
<i>dont ECIL</i>	38,6%	45,0%	46,4%	44,6%	47,7%	31,6%	40,9%	42,1%	-10,5 pt	-2,5 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	139,0	129,5	166,6	180,7	198,7	209,1	210,2	221,9	6,1%	22,8%
Dépôts à vue	115,1	99,9	128,2	129,9	176,3	189,6	156,0	202,6	6,9%	56,0%
Placements liquides ou à court terme	23,7	23,6	30,7	43,8	15,5	12,6	46,5	11,7	-7,3%	-73,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-	-
Placements indexés sur les taux de marché	23,6	23,6	30,7	43,8	15,5	12,5	46,5	11,7	-6,8%	-73,4%
<i>dont comptes à terme</i>	15,9	19,2	26,9	37,8	14,2	11,2	45,0	10,2	-9,3%	-73,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4,4	4,2	3,8	1,4	1,3	1,3	1,5	1,5	15,7%	7,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	3,3	0,0	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
Épargne à long terme	0,2	6,0	7,7	7,0	6,9	6,9	7,7	7,6	10,4%	8,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	-16,2%	-18,6%
Ménages	234,7	246,2	272,3	298,9	293,9	308,7	315,8	327,0	5,9%	9,4%
Dépôts à vue	70,4	73,8	81,3	92,1	89,8	97,2	98,7	103,9	6,9%	12,9%
Placements liquides ou à court terme	96,7	105,1	119,4	130,3	127,7	132,4	136,7	139,5	5,3%	7,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	89,4	98,4	112,6	124,9	122,7	127,4	131,6	134,4	5,5%	7,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	64,0	67,9	76,5	83,5	81,5	83,4	85,8	86,4	3,7%	3,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	19,6	23,9	28,2	32,5	32,3	34,9	36,3	38,2	9,3%	17,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,3	0,4	0,6	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	12,4%	18,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	-28,0%	-13,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	1,0	1,4	2,0	2,5	2,4	2,4	2,7	2,9	19,4%	18,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,5	4,7	5,0	5,3	5,4	5,5	5,7	5,7	3,6%	6,8%
Placements indexés sur les taux de marché	7,4	6,7	6,8	5,5	5,0	5,0	5,0	5,1	1,6%	-7,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	6,8	6,2	6,3	5,1	4,6	4,5	4,6	4,7	3,4%	-7,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	-15,5%	-2,5%
Épargne à long terme	67,6	67,3	71,7	76,5	76,4	79,0	80,5	83,6	5,8%	9,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	23,7	27,6	31,6	36,4	36,8	37,6	38,5	39,0	3,6%	7,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	17,9%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,7	34,0%	67,5%
<i>dont obligations</i>	0,6	4,3	3,3	3,3	3,3	3,3	2,7	3,2	-4,2%	-12,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	6,6	1,1	1,1	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	-7,9%	12,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	36,3	33,8	35,0	35,3	34,8	36,4	37,8	39,7	8,9%	12,4%
Autres agents	45,0	48,0	59,2	54,8	55,7	51,9	53,2	53,9	4,0%	-1,6%
Dépôts à vue	38,1	41,2	49,9	44,0	45,3	46,4	47,7	47,3	2,0%	7,6%
Placements liquides ou à court terme	6,6	6,7	9,2	10,6	10,2	5,3	5,2	6,5	23,7%	-38,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	5,4	5,0	6,5	6,4	6,1	4,8	4,8	6,3	31,0%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	1,2	1,7	2,7	4,2	4,1	0,4	0,4	0,2	-60,6%	-96,1%
<i>dont comptes à terme</i>	1,2	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,2	-60,6%	-77,4%
Épargne à long terme	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-63,4%	-53,5%
Total actifs financiers	418,7	423,7	498,2	534,4	548,3	569,6	579,3	602,8	5,8%	12,8%
Dépôts à vue	223,6	214,9	259,3	265,9	311,4	333,2	302,4	353,9	6,2%	33,1%
Placements liquides ou à court terme	127,0	135,4	159,3	184,8	153,4	150,3	188,4	157,7	4,9%	-14,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	94,8	103,4	119,1	131,3	128,8	132,4	136,5	140,8	6,4%	7,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	68,7	71,8	82,1	88,9	86,6	87,3	89,7	92,0	5,4%	3,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	20,3	24,9	29,2	33,5	33,3	36,1	37,2	39,0	8,2%	16,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,3	0,4	0,6	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	12,4%	18,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	-28,0%	-13,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	1,0	1,4	2,0	2,5	2,4	2,4	2,7	2,9	19,4%	18,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,5	4,7	5,0	5,3	5,4	5,5	5,7	5,7	3,6%	6,9%
Placements indexés sur les taux de marché	32,2	32,0	40,2	53,5	24,6	17,9	51,9	16,9	-5,7%	-68,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	23,9	27,1	35,9	47,1	22,9	16,2	50,1	15,0	-7,1%	-68,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	3,3	0,0	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4,9	4,8	4,3	1,8	1,7	1,7	1,9	1,9	7,3%	5,3%
Épargne à long terme	68,0	73,4	79,5	83,7	83,5	86,1	88,4	91,2	6,0%	9,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	23,9	27,7	31,8	36,6	37,0	37,8	38,7	39,1	3,3%	6,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	17,9%	83,0%
<i>dont actions</i>	0,3	0,6	0,9	0,6	0,6	0,8	1,0	1,1	51,0%	75,1%
<i>dont obligations</i>	0,7	5,8	5,4	5,2	5,3	5,3	5,3	5,2	-2,9%	-1,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	6,6	1,5	1,5	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	-10,0%	-14,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	36,3	37,6	39,9	39,7	39,1	40,7	42,1	44,5	9,3%	12,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : R. SATGE – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2017